Orange laisse tomber sa filiale israélienne qui a soutenu la guerre de Gaza

10.01.2016

Categories: Boycott consommateur

Les militants de la cause palestinienne ont remporté une importante victoire avec l'abandon de sa filiale israélienne par la société multinationale de télécommunications française Orange.

Le site info-palestine.net a traduit l'article de Ali Abounimah sur ce thème:

La marque Orange Israël cessera d'exister en février, selon *Haaretz*, le journal de Tel Aviv.

Ces nouvelles récompensent une campagne internationale de boycott de huit mois, lancée contre d'Orange à cause de son soutien à l'attaque israélienne de 2014contre Gaza et de sa complicité dans la colonisation israélienne de la Cisjordanie occupée.

Orange opérait en Israël par le biais d'un accord de franchise avec la compagnie indépendante Partner Communications Ltd. Partner pouvait utiliser la marque Orange contre des royalties et un pourcentage de ses profits.

Du fait de cet accord, Orange a collaboré à des violations systématiques des droits des Palestiniens, selon une enquête publiée l'an dernier par une coalition d'organisations françaises et palestiniennes des droits de l'homme et syndicales.

La campagne opiniâtre des militants français appelant Orange à mettre fin à ses activités dans les colonies israéliennes a reçu une nouvelle impulsion en mai dernier lorsque les militants de BDS Égypte ont appelé au boycott de Mobinil.

Mobinil, une filiale appartenant exclusivement à Orange, a 33 millions d'abonnés de téléphones portables en Égypte.

Orange, directement et à travers ses filiales, compte environ 250 millions de clients dans des dizaines de

pays dont la France, la Belgique, le Maroc, la Jordanie, la Tunisie et l'Irak.

Les crimes de guerre à Gaza

La campagne de boycott a été galvanisée par l'exposé de la complicité directe d'Orange dans la guerre israélienne de l'été 2 014 à Gaza par *The Electronic Intifada*.

Orange Israël a fourni un soutien matériel direct aux soldats israéliens qui ont participé à l'agression mortelle qui a tué plus de 2200 Palestiniens et a dévasté une grande partie du territoire côtier.

L'entreprise a également parrainé deux unités militaires israéliennes, dont l'une - le « Ezuz » un bataillon de chars - a pris part à l'attaque sur Gaza et a opéré dans des secteurs où des centaines de civils palestiniens ont été tués.

En juin, le PDG d'Orange Stéphane Richard a annoncé au Caire qu'il mettrait fin au contrat avec Partner Communications « demain » s'il n'était pas lié par des obligations contractuelles.

Mais suite à la furieuse réaction israélienne, Richard s'est rendu à Jérusalem où il a subi les humiliantes remontrances du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Richard a démenti les allégations selon lesquelles son entreprise participe au boycott d'Israël.

Mais, malgré la réaction outragée du gouvernement israélien, Orange a modifié son contrat avec Partner pour pouvoir sortir du pays dès 2017, au lieu de 2025.

Tout en disant qu'il s'oppose au boycott, le gouvernement français a tacitement soutenu les militants qui disaient qu'Orange ne devrait pas faire des affaires dans les colonies israéliennes en Cisjordanie.

Orange conserve néanmoins certaines activités en Israël : en septembre, il a contribué à un investissement de 17 millions de dollars dans une start-up israélienne d'Internet.

Des bénéfices en berne

Selon Haaretz, Orange va verser à Partner 54 millions de dollars de compensation pour cesser d'utiliser sa marque.

Partner aurait pu continuer à utiliser la marque Orange pendant plusieurs mois, mais Partner, dont les « bénéfices sont en berne » et qui perd de l'argent, a préféré accepter cet apport d'argent frais, ajoute Haaretz.

La société israélienne va maintenant devoir entreprendre une campagne coûteuse et risquée pour redorer son blason.

Partner est contrôlé par le magnat américain israélien Haim Saban, un grand bailleur de fonds des initiatives de propagande anti-palestiniennes et un des principaux donateurs d'Hillary Clinton, l'espoir du Parti démocrate américain pour la présidentielle.

En juillet dernier, Clinton a promis d'unir ses forces avec Saban pour contrer le mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions.

* **Ali Abunimah** est un journaliste palestino-américain, auteur de The Battle for Justice in Palestine. Il a

contribué à The Goldstone Report : The Legacy of the Landmark Investigation of the Gaza Conflict. Il est le cofondateur de la publication en ligne The Electronic Intifada et consultant politique auprès de Al-Shabaka.